

L'actualité industrielle : une honte nationale qui nécessite un réel sursaut national

Face à l'actualité, et dans le cadre de nos instances fédérales, nous avons décidé, en vue de l'élection présidentielle de 2017, de publier à nouveau un Livre Blanc: «Acte IV - Pour la défense de l'industrie sur notre territoire ». Depuis sa création, FO Métaux défend l'industrie et les emplois mais s'inquiète du laisser-aller des politiques et des bradages d'activités menés par certains PDG.

Au fil des années, et au regard de l'analyse que nous portons sur l'actualité industrielle, nous notons que les différents gouvernements et leurs interventions étatiques se réalisent toujours dans l'urgence ou la précipitation. Depuis plusieurs élections, à chaque élection présidentielle, notre Fédération FO Métaux publie un Livre Blanc pour la défense de l'industrie. Et depuis les États généraux de l'industrie, en passant par la Conférence Nationale de l'Industrie et le Conseil National de l'Industrie, des échanges et des actions ont été menés. Malheureusement, et malgré les travaux réalisés par le CNI, nous nous rendons compte que nous ne sommes pas suffisamment entendus par nos gouvernants. Un constat : certes l'État ne peut pas tout régler et nous ne disons pas que rien n'a été fait ! Mais depuis le début du quinquennat, et hormis les aides accordées aux entreprises pour retrouver les marges nécessaires, aucune mesure n'a bénéficié à l'industrie française et à l'emploi.

De plus, si nous analysons les différents dossiers industriels, nous déplorons : le désengagement de l'État d'EADS, devenu depuis Airbus Group, et qui risque, en cas de retournement de situation, de peser à terme négativement sur l'industrie aéronautique française ; l'épisode douloureux de la fermeture des hauts-fourneaux de Florange ; concernant l'automobile, les attaques contre le diesel, alors que les technologies ont évolué, sont exagérées, au risque de mettre en difficulté ce secteur ; sur le nucléaire, le démantèlement d'Areva et le manque de suivi, alors que l'État est actionnaire, laissent peser de lourdes incertitudes sur ce groupe.

Pour le ferroviaire, et plus particulièrement Alstom, l'État et les politiques, à tous les niveaux, après les interventions de FO Métaux depuis trois ans, sont bien au courant de la situation de cette entreprise et de la filière. Le démantèlement du groupe, avec la vente du secteur énergie, et le manque de commandes afin de permet-

tre aux sites français de passer un cap difficile de baisse des charges, n'est pas une surprise. D'ailleurs, lors de nos différentes rencontres, nous avons souvent entendu les politiques se rejeter les responsabilités pour le passage des commandes qui auraient pu éviter cette actualité douloureuse. Ce réveil politique nous laisse donc plus que perplexes pour l'avenir de l'industrie.

Au regard des différents dossiers industriels cités, mais également à propos de la vente de Morpho, société du groupe Safran, l'inquiétude grandit sur le risque pour de nombreux secteurs de transferts de technologies, des savoir-faire et des compétences de l'industrie française dans son ensemble vers l'étranger. Nous ne nions pas les besoins des entreprises d'obtenir des marchés dans le monde, mais quand les commandes apportent du chiffre d'affaires et non des fabrications sur notre territoire, et que les technologies se transfèrent de fait, nous ne pouvons pas être d'accord, car sur le long terme ce sont l'industrie française et les emplois qui trinquent !



Nous attendons des gouvernants et des candidats à l'élection présidentielle un sursaut patriotique pour une stratégie industrielle de long terme. L'industrie ne doit pas subir les aléas politiques. Nous revendiquons : des États généraux du ferroviaire avec tous les acteurs concernés ; au gouvernement de répondre aux inquiétudes pesant sur STX (chantiers navals de l'Atlantique) qui dispose d'un important carnet de commandes mais qui est en vente ; au gouvernement d'exiger du Medef une négociation interprofessionnelle concernant les questions de la sous-traitance, car dans tous les dossiers industriels le tissu des PME souffre également.

Pour conclure, nous exigeons l'arrêt du bradage de l'industrie française et nous revendiquons à nouveau des engagements réels en faveur de l'emploi, et des contreparties de la part des entreprises qui perçoivent des aides financières de l'État financées par les impôts.

Organe officiel de la
Fédération confédérée FO
de la Métallurgie

Directeur de la publication :
Frédéric Homez

Imp. Spéciale FO Métaux
N° de CPPAP : 0220s07170

Publicité : PMV
9, rue Baudouin, 75 013 Paris

Contact :
01 53 94 54 00
contact@fo-metallurgie.fr